
ÉTUDE DES CRÉDITS

2009-2010

**Demandes de renseignements généraux
requis par l'Opposition officielle**



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

- | # | Demande de renseignements généraux |
|----|--|
| 1. | Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2008-2009 : <ul style="list-style-type: none">- les endroits et dates du départ et du retour;- le but du voyage;- les personnes rencontrées;- le coût;- le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;- la copie des rapports de mission;- pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés. |
| 2. | Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger : <ul style="list-style-type: none">- la liste des ententes signées et/ou annoncées;- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;- la copie du rapport de mission;- les investissements annoncés. |
| 3. | Les sommes dépensées pour les voyages en avion et/ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger. |
| 4. | Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet), en articles promotionnels et en commandites : <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2008-2009 et les prévisions pour 2009-2010;- les firmes de publicité;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;- le but visé par chaque dépense;- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire. |
| 5. | Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2008-2009 en indiquant : <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. |
| 6. | Pour chaque projet de développement informatique de plus de un million de dollars initié depuis l'exercice financier 2003-2004 au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et ou d'une entreprise relevant du ministère : <ul style="list-style-type: none">- le nom du projet;- la nature du projet;- le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;- les plus récents estimés du coût du projet;- les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet;- les firmes ou OSBL associés au développement du projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant;- le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour. |

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

7. Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2008-2009, de chacune des dépenses suivantes :
 - la photocopie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les «Blackberry»;
 - les ordinateurs portables;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec;
 - ii. à l'extérieur du Québec.
8. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010, (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation) :
 - le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...);
 - le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...);
 - le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
 - le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
 - l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.
9. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d'eux :
 - l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisé depuis le 1^{er} avril 2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée du bail;

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

- le propriétaire de l'espace loué.
- 10. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2008 à ce jour.
- 11. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2008-2009 en indiquant pour chaque individu :
 - la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
 - la prime de départ versée, le cas échéant;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
 - la description de tâches;
 - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2008;
 - le nombre total d'employés au cabinet;
 - la masse salariale totale par cabinet pour les années, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009;
 - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
 - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- 12. Liste des sommes d'argent versées en 2008-2009 à même le budget discrétionnaire du :
 - i. ministre;
 - ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
- 13. La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012.
- 14. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :
 - le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - la date de la mise en disponibilité;
 - la prévision 2009-2010 et 2010-2011.
 -
 -
- 15. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégories d'âge en 2008-2009.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

16. Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :
 - le nom de la personne;
 - le poste occupé;
 - le salaire;
 - l'assignation initiale;
 - la date de l'assignation hors structure;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
17. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :
 - l'assignation initiale;
 - l'assignation actuelle;
 - le salaire;
 - la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
18. Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers, en indiquant :
 - le salaire de la personne;
 - le montant reçu du régime de retraite.
19. Liste de tous les abonnements du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :
 - les clubs privés ou autres;
 - les billets de saison;
 - etc.
20. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :
 - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
 - le coût de construction du site;
 - le coût de l'entretien et de la mise à jour;
 - le responsable du contenu sur le site;
 - la fréquence moyenne de mise à jour;
 - le nombre de visiteurs (hits) par mois;
 - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?
21. Nominations, depuis le 1^{er} mai 2008, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :
 - la liste;
 - les mandats;
 - les contrats;
 - le résultat du travail effectué;
 - les échéances prévues;
 - les sommes impliquées.
22. Pour 2008-2009, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.
23. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2008-

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demande de renseignements généraux de l'Opposition officielle

2009 ainsi que les prévisions pour 2009-2010 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements), pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

24. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2008-2009 :
 - le nombre de refus;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
 - le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
25. La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :
 - le coût;
 - le nombre de ressources affectées;
 - le nombre de rencontres;
 - le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
26. La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 1^{er} avril 2008 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

<p>1. LISTE DES VOYAGES <u>HORS QUÉBEC</u> POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2008-2009 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les endroits et dates du départ et du retour; - le but du voyage; - les personnes rencontrées; - le coût; - le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; - la copie des rapports de mission; - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés. 				
ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COUT	NOM
Toronto 23 avril 2008	Négociation Québec-Ontario	Représentants du gouvernement de l'Ontario	879,99 \$	Michel Sauvé, conseiller en développement des politiques
Frédéricton (N.-B.) 12 au 16 mai 2008	Participation à la rencontre annuelle du sous-comité de l'ACALO	Membres de l'ACALO	994,69 \$	Suzanne Thérien, sous-ministre adjointe aux relations du travail
Toronto (Ontario) 14 et 15 mai 2008	Congrès « Évolution du marché du travail canadien continue »	Participants au congrès	1 053,59 \$	Noël Boulianne, économiste
Paris 17 au 24 mai 2008	Rencontre de ministères et organismes français concernant l'Entente France-Québec	Représentants des gouvernements de la France et du Québec	4 229,07 \$	Normand Pelletier, sous-ministre adjoint aux politiques et à la recherche
Ottawa 22 au 24 mai 2008	Participation au National Academy of Arbitrators 2008 Annual Meeting - Conférencière	Représentants des gouvernements du Canada et des États américains	447,34 \$	Suzanne Thérien, sous-ministre adjointe aux relations du travail
Burlington (Vermont) 19 au 24 juillet 2008	Conférence annuelle de l'Association of Labor Relations Agencies – Animation d'atelier	Représentants des gouvernements du Canada et des États américains	678,47 \$	Monique Richard, médiatrice-conciliatrice

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. LISTE DES VOYAGES <u>HORS QUÉBEC</u> POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2008-2009 :				
<ul style="list-style-type: none"> - les endroits et dates du départ et du retour; - le but du voyage; - les personnes rencontrées; - le coût; - le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; - la copie des rapports de mission; - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés. 				
ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
Toronto (Ontario) 15 et 16 juillet 2008	Table sectorielle mobilité pour l'accord sur le commerce élargi Québec-Ontario	Représentants des gouvernements du Québec et de l'Ontario	900,26 \$	Michel Sauvé, conseiller en développement des politiques
Nouméa (Nouvelle-Calédonie) 10 au 25 août 2008	Forum sur le dialogue social – Co-animation du Forum	Représentants des travailleurs, des employés et des gouvernements de la Nouvelle-Calédonie	109,58 \$	Daniel Cholette, directeur
Toronto (Ontario) 25 au 27 août 2008	Préparation d'une session de formation de médiateur-conciliateur du Canada dans le cadre des activités reliées au transfert d'expertise	Médiateurs-conciliateurs des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux	697,43 \$	Monique Richard, médiatrice-conciliatrice
Toronto (Ontario) 3 et 4 septembre 2008	Participation à une réunion du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage (CCDA)	Membres du Conseil canadien des directeurs de l'apprentissage	1 567,82 \$	Michel Sauvé, conseiller en développement des politiques
Port Elgin (Ontario) 28 septembre au 3 octobre 2008	Formation de médiateur-conciliateur du Canada dans le cadre des activités reliées au transfert d'expertise	Médiateurs-conciliateurs des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux	64,68 \$	Monique Richard, médiatrice-conciliatrice

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. LISTE DES VOYAGES <u>HORS QUÉBEC</u> POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2008-2009 :				
<ul style="list-style-type: none"> - les endroits et dates du départ et du retour; - le but du voyage; - les personnes rencontrées; - le coût; - le nom des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; - la copie des rapports de mission; - pour les organismes, le nom des dirigeants et fonctionnaires concernés. 				
ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM
Paris (France) 13 au 20 septembre 2008	Négociation Québec-France	Représentants des gouvernements de la France et du Québec	7 052,26 \$	Normand Pelletier, sous-ministre adjoint aux politiques et à la recherche et Michel Sauvé, conseiller en développement des politiques
Toronto (Ontario) 6 au 8 octobre 2008	Conference on Canadian Labour Board Law 2008	Représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux	846,69 \$	Gaston Nadeau, conseiller en développement des politiques
Toronto (Ontario) 29 et 30 octobre 2008	Table sectorielle mobilité pour l'accord sur le commerce élargi Québec-Ontario	Représentants des gouvernements du Québec et de l'Ontario	1 136,03 \$	Michel Sauvé, conseiller en développement des politiques
Toronto (Ontario) 24 novembre 2008	Table sectorielle mobilité pour l'accord sur le commerce élargi Québec-Ontario	Représentants des gouvernements du Québec et de l'Ontario	524,52 \$	Michel Sauvé, conseiller en développement des politiques
Toronto (Ontario) 2 décembre 2008	Rencontre du Comité consultatif (Porte continentale et le Corridor de commerce Ontario-Québec)	Représentants des gouvernementaux du Québec et de l'Ontario	775,89 \$	Suzanne Thérien, sous-ministre adjointe aux relations du travail

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les délais de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- la copie du rapport de mission;
- les investissements annoncés.

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION
EST INCLUSE EN PARTIE À LA QUESTION 1.
AU REGARD DES MISSIONS INSCRITES À LA QUESTION 1,
LES ÉLÉMENTS DEMANDÉS À LA PRÉSENTE
QUESTION NE SONT PAS APPLICABLES.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION ET/OU EN HELICOPTÈRE DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER

**La réponse à cette question
est en partie incluse à la question 1.**

**Frais reliés aux déplacements aériens
du ministre du Travail et de son personnel.**

Date	Nomb re de perso nnes	Destination	Réunion	Coûts
2008-07-09	1	Val d'Or – Montréal, Montréal – Québec (aller-retour)	Réunion à Québec	639,30 \$
2008-09-05 2008-09-04	3	Québec – Val d'Or – Rouyn – Lachute - Québec	Réunion au bureau de comté	4 730,00 \$
2008-12-16	1	Val d'Or – Montréal – Québec (aller seulement)	Réunion à Québec	545,03 \$
2009-01-16	1	Montréal – Calgary (aller-retour)	Réunion des ministres du Travail	643,85 \$
2009-01-20	1	Québec – Toronto- Calgary (aller-retour)	Réunion des ministres du Travail	621,82 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT DANS INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES :

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2008-2009 et les prévisions pour 2009-2010;
- les firmes de publicité;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- le but visé par chaque dépense;
- dans le cas d'une commandite, l'organisme bénéficiaire.

DÉPENSES EN 2008-2009

- | | |
|---|--------|
| - Publicité institutionnelle pour le ministère du Travail
Aucune dépense | 0 |
| - Publicité par mandat
Aucune dépense | 0 |
| - Photographie Visions Roch Thérout | 325 \$ |
| - Publicité obligatoire (avis publics sur les décrets, frais de placement payés par les comités paritaires 16 455 \$)
Fournisseurs : Journal de Montréal, The Gazette, Journal de Québec, divers journaux hebdomadaires
Agences de publicité : Cossette communication, agence de coordination responsable du placement publicitaire pour tous les ministères du gouvernement | 0 |

PRÉVISIONS POUR 2009-2010

- | | |
|--|-----------|
| - Publicité institutionnelle pour le ministère du Travail
Témoigner des actions du Ministère par des placements dans divers imprimés (numéros spéciaux, grands dossiers, etc.) | 10 000 \$ |
| - Publicité par mandat
Faire connaître les services offerts par le Ministère | 45 000 \$ |
| - Publicité obligatoire (avis publics sur les décrets, frais de placement payés par les comités paritaires) | 0 |

COMMANDITES

- La réponse apparaît à la question 12, à la section intitulée ii) Ministère.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

A) CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Finexcorp	Réparation d'un kiosque, achat d'un comptoir et autres accessoires	2 110,88 \$
Musée national des beaux-arts du Québec	Location de tableaux pour la réception et la salle de conférence du Ministère pour une durée de 2 ans	2 875,00 \$
Groupe Tac Com	Atelier : « La passion comme moteur » dans le cadre de la rencontre annuelle des employés du Ministère	2 540,00 \$
Formation Sylviane Guillot Inc.	Formation de 2 jours sur les perceptions et attitudes face à la clientèle pour 3 personnes	1 700,00 \$
Jocelyne Morin	Frais de sténographie	1 140,00 \$
Jacques Lamarre et associés Inc.	Programme d'aide aux employés	3 780,00 \$
Oxygène Santé corporative Inc.	Conférence - santé : Votre dos un dossier prioritaire	1 500,00 \$
Céline Vallières	Services de médiation professionnelle	3 850,00 \$
Accès Solutions	Réparation du système de contrôle d'accès des locaux du Ministère au 200, chemin Ste-Foy	2 580,50 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

B) CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Mono-Lino	Montage mensuel du document « Les ententes signées »	2 685,00 \$
Photographes Kedi	Séance de photos pour la réalisation d'une nouvelle image ministérielle qui s'appliquera sur les publications à venir	4 889,00 \$
Imprimerie Impart Litho	Impression de 15 000 feuilles couleur pour les offres de mutation ciblées	1 322,00 \$
Reprografic	Impression du « Rapport annuel de gestion 2007-2008 »	1 571,00 \$
Imprimerie le Renouveau	Impression du « Recueil des articles de fond »	1 695,00 \$
CSPQ Impression	Impression des revues de presse (avril à septembre 2008)	5 158,00 \$
Cabinet de Relations Publiques National (Québec) Inc.	Fournir des services de communication au Cabinet du ministre du Travail en complémentarité avec les services internes du Ministère dans des dossiers stratégiques de travail	22 000,00 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

C) CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE

[illegible]

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

<p>5. LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

D) CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DU TRAVAIL

NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Bergeron, Michel	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	5 061,04 \$
Hayden, Thomas J.	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	7 429,81 \$
Miller, Richard	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	5 802,02 \$
Rhéaume, Robert	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	2 903,99 \$
Vallerand, Michel	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	1 129,77 \$
Waltzing, Jean	Agir à titre d'enquêteur à la suite de plaintes relatives au non respect des dispositions du <i>Code du travail</i> concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail.	11 742,54 \$

5. LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

BARRETTE, Jean	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Montréal en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	15 371,38
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Thetford Mines en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	1 554,55
BASTIEN, Bernard	Arbitre nommé dans le dossier Régie intermunicipale de police de la Rivière du Nord en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	15 865,48
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Gatineau en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	2 760,00
BERGERON, André	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Québec en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	360,00
BLAIS, François	Arbitre nommé dans le dossier Autobus Milton en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	2 288,91
	Arbitre nommé dans le dossier Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	1 680,00
	Arbitre nommé dans le dossier Société du Centre Pierre Péladeau en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	3 360,00
BOLDUC, Michel	Arbitre nommé dans le dossier 9083-9531 Québec inc. en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	3 259,62
	Arbitre nommé dans le dossier Domaine des Pionniers Vallée-de-L'Or en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	2 469,27
CHOQUETTE, Robert	Arbitre nommé dans le dossier DM Décorama Métal inc. en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	3 178,15
CLICHE, Nicolas	Arbitre nommé dans le dossier DJL Siège social en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	11 030,85

5. LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

	Arbitre nommé dans le dossier Coopérative de services à domicile de la MRC de Montmagny en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	2 631,30
CORRIVEAU, Alain	Arbitre nommé dans le dossier La compagnie Wal-Mart du Canada en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	1 194,10
	Arbitre nommé dans le dossier Wal-Mart Canada Corp. en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	7 416,10
CÔTÉ, Gabriel M	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Shawinigan en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	3 760,00
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Thetford Mines en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	14 470,37
DORÉ, Jacques	Arbitre nommé dans le dossier Villa Maria en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	10 681,49
DUFRESNE, Pierre N.	Arbitre nommé dans le dossier Les Services de garde « Le Petit Gamin » en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	18 053,00
FORTIER, François G.	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Sainte-Marie en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	960,00
GAGNON, Denis	Arbitre nommé dans le dossier Stalex en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	22 058,27
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Mascouche en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	7 768,69
GIRARD, Carol	Arbitre nommé dans le dossier 9151-0727 Québec inc. (Autobus Passion) et 9180-9590 Québec inc. (Talbot & Talbot) en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	720,00
HAMELIN, François	Arbitre nommé dans le dossier Indalex ltée en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	6 902,46
	Arbitre nommé dans le dossier Provigo Québec inc. en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	7 704,14
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Montréal en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	11 891,58

5. LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

LADOUCEUR, André	Arbitre nommé dans le dossier Provigo Québec inc. en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	1 080,00
LAFLAMME, Gilles	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Mont-Tremblant en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	22 222,33
LALANDE, Serge	Arbitre nommé dans le dossier Provigo Québec inc. en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	3 226,25
LARIVIÈRE, Jacques	Arbitre nommé dans le dossier Marché Boutin ltée en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	720,00
	Arbitre nommé dans le dossier Service Sani-Tri inc. en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	1 320,00
LAVOIE, Gilles	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Granby en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	120,00
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Québec en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	18 105,56
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Sherbrooke en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	6 540,40
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Terrebonne en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	6 610,60
MARCHETERRE, Richard	Arbitre nommé dans le dossier C.A.C.T.U.S. Montréal en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	3 944,16
	Arbitre nommé dans le dossier Corporation de développement économique, social et communautaire (C.D.E.S.C.) de Rock Forest, faisant affaires sous les nom et raison sociale de Centre récréatif de Rock Forest	4 948,20
POULIN, Côme	Arbitre nommé dans le dossier Damabois division Cap-Chat inc. en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	5 516,13
PROVENÇAL, Denis	Arbitre nommé dans le dossier RDC Control ltée en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	4 055,60
	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Sainte-Thérèse en vertu des dispositions de l'article 97 du C.t.	2 610,15

5. LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT :

- le nom du professionnel ou de la firme;
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ROY, Léonce E.	Arbitre nommé dans le dossier Restaurant Saint-Hubert en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	6 645,61
SAINTONGE, Yvan	Arbitre nommé dans le dossier Robinson cartes de souhaits inc. en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	9 644,79
THELLEND, Paul-Émile	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Longueuil en vertu des dispositions de l'article 176,15 de la <i>Loi sur les fusions municipales</i>	18 960,00
TOUSIGNANT, Lise	Arbitre nommé dans le dossier Centre de la petite enfance La Marinière en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	8 402,11
TURMEL, Charles	Arbitre nommé dans le dossier Ville de Montréal en vertu des dispositions de l'art. 53 de la Charte de la Ville de Montréal	14 975,35
VÉZINA, Jean	Arbitre nommé dans le dossier Résidence Oasis Fort Saint-Louis en vertu des dispositions de l'article 93,1 du C.t.	7 133,08

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE DE PLUS DE UN MILLION DE DOLLARS INTERIEUR DEPUIS L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE

- Le nom du projet : Corail

- La nature du projet :
Prestation électronique de service
Accès en ligne des documents en relations de travail

- Le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet : 1 878 547,70 \$

- Les plus récents estimés du coût du projet : 2 522 511,88

- Les sommes totales engagées à ce jour reliées au projet : 2 522 511,88 \$

- Les firmes ou OSBL associés au développement du projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour et le mode d'octroi du contrat le cas échéant :

DMR (appel d'offre public) :	1 489 103,31 \$
L-IPSE (appel d'offre sur invitation):	23 000 \$

- Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 100 %

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2008-2009, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

la photocopie;

la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry »;

les ordinateurs portables;

les téléavertisseurs;

le mobilier de bureau;

les distributeurs d'eau de source;

le remboursement des frais de transport;

le remboursement des frais d'hébergement;

le remboursement des frais de repas;

l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :

i. au Québec

ii. à l'extérieur du Québec.

	Cabinet	Ministère
Dépenses de photocopie	9 449,96 \$	54 836,93 \$
Dépenses de téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry »	30 207,17 \$	36 793,23 \$
Dépenses en ordinateurs portables	0,00 \$	2 201,50 \$
Dépenses de téléavertisseurs	0,00 \$	0,00 \$
Dépenses de mobilier de bureau	7 050,00 \$	11 643,77 \$
Dépenses de distributeurs d'eau de source	452,68 \$	1 690,06 \$
Dépenses de frais de déplacement :		
• transport	31 496,80 \$	160 054,99 \$
• subsistance et logement	39 261,25 \$	145 136,48 \$
Dépenses applicables à des congrès, colloques et sessions de type perfectionnement :		
• au Québec	1 100,00 \$	31 689,27 \$
• à l'extérieur du Québec	0,00 \$	1 815,70 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010, (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

- le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...);
- le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc...);
- le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

Question 8a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...).

TRANCHES D'ÂGE : a) moins de 35 ans

 b) 35 ans et plus

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	NOMBRE D'EFFECTIFS	%	NOMBRE D'EFFECTIFS	%	NOMBRE D'EFFECTIFS	%	NOMBRE D'EFFECTIFS	%	NOMBRE D'EFFECTIFS	%	NOMBRE D'EFFECTIFS	%
Hors-cadres - 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+ 35 ans	3	2,3	2	1,6	-	-	-	-	-	-	-	-
Cadres - 35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
+35 ans	3	2,3	3	2,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Professionnels - 35 ans	4	3,1	3	2,3	1	0,8	-	-	1	0,8	1	0,8
+ 35 ans	37	28,7	20	15,5	1	0,8	1	0,8	-	-	1	0,8
PBTA - 35 ans	-	-	6	4,7	-	-	-	-	-	-	-	-
+35 ans	4	3,1	44	34,1	-	-	1	0,8	1	0,8	7	5,4
TOTAL	51	39,5	78	60,5	2	1,6	2	1,6	2	1,6	9	7,0

1. Inclut le personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique.
2. Les pourcentages sont établis en fonction du nombre d'effectifs réguliers au ministère du Travail, soit 129 personnes.

Question 8b) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Question 8c)- Le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires;

Question 8d)-Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

	CONGÉS DE MALADIE				VACANCES (JOURS)				TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)								
									RÉALISÉES			PAYÉES			COMPENSEES		
	Cadres	Prof	Fonct	Ouvr	Cadres	Prof	Fonct	Ouvr	Prof	Fonct	Ouvr	Prof	Fonct	Ouvr	Prof	Fonct	Ouvr
AVRIL	0,0	24,0	122,0		1,5	38,5	63,0		43,99	180,01		2,00	50,81		41,99	129,20	
MAY	0,0	53,0	112,5		1,0	38,5	78,0		79,99	64,40		0,00	31,81		79,99	32,59	
JUIN	0,0	39,0	95,5		11,5	94,0	92,0		35,74	59,33		0,00	36,08		35,74	23,25	
JUILLET	3,5	25,5	75,0		74,0	268,0	242,0		35,25	16,56		0,00	16,56		35,25	0,00	
AOUT	0,0	30,0	52,5		50,5	429,0	317,0		32,00	60,06		0,00	59,56		32,00	0,50	
SEPTEMBRE	0,0	60,5	49,5		28,0	63,0	103,5		79,73	165,63		0,00	150,38		79,73	15,25	
OCTOBRE	0,0	28,5	51,0		32,0	35,0	57,5		99,50	119,04		0,00	115,04		99,50	4,00	
NOVEMBRE	0,0	17,0	51,0		15,5	35,0	22,5		42,25	63,02		12,50	40,52		29,75	22,50	
DÉCEMBRE	0,0	23,5	47,0		9,0	68,5	154,0		51,25	24,00		3,75	5,00		47,50	19,00	
JANVIER	1,0	17,5	67,5		2,0	57,0	118,0		38,25	42,00		0,00	41,25		38,25	0,75	
FÉVRIER	0,0	10,5	66,5		0,5	16,0	62,5		70,75	73,39		0,00	60,42		70,75	12,97	
MARS	0,5	20,0	24,0		0,0	15,0	22,0		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
TOTAL	5,0	349,0	814,0		225,5	1157,5	1332,0		608,70	867,44		18,25	607,43		590,45	260,01	

3. Sont comptabilisés dans les congés de maladie les codes 120 (maladies), 246 (assurance salaire P2), 248 (assurance salaire P3) et 270 (délai de carence).

4. Inclut le personnel régulier et occasionnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Question 8e) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Au cours de l'année financière 2008-2009, aucune plainte pour harcèlement psychologique n'a été déposée au ministère du Travail.

Question 8f) Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Catégorie d'emplois	Québec	Montréal	Total
Haute direction	2	3	5
Cadre	4	2	6
Professionnel	34	30	64
Technicien	19	2	21
Soutien	16	17	33
Total	75	54	129⁵

5. Les données présentées sont extraites du SAGIP à la paye 26 de 2008-2009 et présentent les effectifs en place au 13 mars 2009. Les effectifs du Ministère ne concernent que le personnel régulier assujéti à la Loi sur la fonction publique.

Question 8g) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.⁶

Catégorie d'emplois	Femme	Homme	Total
Professionnel	5	2	7

6. Les données concernent les emplois experts et émérites.

Question 8h) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.⁷

Catégorie d'emplois	Femme	Homme	Total
Professionnel	3	2	5
PBTA	7	0	7
TOTAL	10	2	12

7. Les données concernent le personnel régulier ayant un horaire majoré.

Question 8i) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

Nombre de postes autorisés au 1^{er} avril 2009 : 136
La ventilation par catégorie d'emploi et par territoire n'est pas disponible.

Question 8j) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Données non disponibles

Question 8k) Le nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

Catégorie d'emplois	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
Cadre	0,9	0,5	1,4	0,7	0,8	5,9
Professionnel	3,6	4,6	3,2	4,5	3,9	23,0
Technicien	1,8	1,0	1,9	2,0	1,9	10,7
Soutien	0,9	1,2	1,5	1,8	2,8	8,9
Total	7	7	8	9	9	49⁸

8. Dans la fonction publique, les taux observés de départ à la retraite des personnes admissibles varient selon la probabilité de quitter lors de la première, de la deuxième, de la troisième ou de la quatrième année d'admissibilité à la retraite selon les proportions suivantes : 35 % (sans réduction actuarielle) et 12 % (avec réduction actuarielle) lors de la première année d'admissibilité à la retraite; 20 % (sans réduction actuarielle) et 10 % (avec réduction actuarielle) lors de la deuxième année d'admissibilité; 20 % (sans réduction actuarielle) et 10 % (avec réduction actuarielle) lors de la troisième année d'admissibilité; et enfin 20 % (sans réduction actuarielle) et 10 % (avec réduction actuarielle) lors de la quatrième année d'admissibilité à la retraite. Par conséquent, ces mêmes taux ont été appliqués au personnel du Ministère admissible à la retraite avec ou sans réduction actuarielle.

La différence observable dans les totaux est attribuable à l'arrondissement des chiffres qui s'effectue à partir des formules mathématiques incluses dans le logiciel de calcul.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2008, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire de l'espace loué.

La réponse à cette question sera fournie par le ministère des Services gouvernementaux et ce, pour tous les ministères et organismes.

En ce qui a trait plus particulièrement à la partie de la question concernant les coûts d'aménagement réalisés depuis le 1^{er} avril 2008, l'information est la suivante :

Des travaux de 13 793,00 \$ (construction, démolition et ragréage de murs, relocation de portes) ont été engendrés suite à une rétrocession d'espace d'entreposage, qui n'était plus requis, au sous-sol de l'édifice du 200, chemin Ste-Foy à Québec. Cette rétrocession d'espace permettra au ministère du Travail d'économiser un loyer annuel de 8 575,00 \$.

Du côté du 6^e étage, des travaux de 6 135,00 \$ ont été réalisés en vue de transformer la salle à manger des locaux sous-ministériels en un bureau.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**10. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS
DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE
CIRCONSCRIPTION DU 1^{ER} AVRIL 2008 À CE JOUR**

Bureau de Québec (200, chemin Ste-Foy) :

- | | |
|---|-------------|
| ➤ Réparation de poignée de porte suite ministérielle : | 150,00 \$ |
| ➤ Travaux de plomberie (réparation et tuyauterie) au niveau de la salle de bain : | 1 665,00 \$ |

Bureau de circonscription : (512 rue Principale, Lachute) :

- | | |
|--------------------------|------------|
| ➤ Système anti-intrusion | 3 530,00\$ |
|--------------------------|------------|

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2008-2009 EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :

- la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- la prime de départ versée, le cas échéant;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- la description de tâches;
- le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2008;
- le nombre total d'employés au cabinet;
- la masse salariale totale par cabinet pour les années 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009;
- le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
- s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

CABINET MINISTÉRIEL DE MONSIEUR DAVID WHISSELL

NOM	FONCTION	ENTRÉE EN FONCTION	PORT D'ATTACHE
Bédard, Lise	Attachée politique	2007-04-23	Québec
Bibeau, Alexandre	Directeur de cabinet	2007-04-18	Québec
Cayer, Mélanie	Attachée politique	2007-05-07	Lachute
Chalifoux, Denis	Attaché politique	2009-01-15	Québec
Deschamps, Marie	Employée de soutien	2007-10-05	Lachute
Desforges, Jackie	Attachée politique	2008-10-27	Lachute
Fleury, Mireille	Attachée politique	2007-09-18	Québec
Gagné, Dérick	Attaché politique	2007-10-27	Lachute
Gagné, Sébastien	Attaché politique	2007-04-18	Québec
Genest, Nathalie	Attachée politique	2007-10-18	Québec
Harvey, Christiane	Attachée politique	2008-12-22	Québec
Lalonde, Chantal	Employée de soutien	2007-04-18	Lachute
Lapointe, Diane	Attachée politique	2007-04-18	Lachute
Moisan Birdsell, Danielle	Attachée politique	2007-04-18	Lachute
Proulx, Philip	Employé de soutien	2007-05-28	Lachute
Schnorr, Marisol	Attachée politique	2007-04-18	Québec
Simard-Gagnon, Olivier	Attaché politique	2008-10-13	Québec

Le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels

DESCRIPTION DE TÂCHES DU PERSONNEL DE CABINET

Directeur de cabinet :	Dirige les membres du cabinet; il s'acquitte en outre des autres devoirs et tâches que le Ministre peut lui consigner.
Directeur adjoint :	Assiste le directeur de cabinet dans l'exercice de ses fonctions.
Attaché politique:	Est chargé de remplir les fonctions à caractère professionnel de la compétence du cabinet; il peut notamment remplir les fonctions d'adjoint ou de directeur de cabinet, d'attaché de presse, de recherchiste, d'agent de liaison ou de secrétaire de comté que le Ministre peut lui assigner. Dans le cadre de ses tâches, l'attaché politique assume la responsabilité des relations du cabinet avec la circonscription, les instances du parti (locales, régionales ou nationales) et avec les autres cabinets ministériels.
Employé de soutien :	Remplit les tâches de soutien administratif nécessaires au fonctionnement du cabinet que le Ministre ou le directeur de cabinet lui assigne.

MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS VERSÉS PAR LE CABINET DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 2008 ;

Comme le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats versés par le cabinet constitue des renseignements confidentiels au sens de la loi d'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, les seules données fournies sont les suivantes :

- Salaires versés : 784 789 \$
- Contrats : 0 \$

*Inclut le salaire des étudiants

LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;

Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET : 17**LA MASSE SALARIALE TOTALE (SALAIRES VERSÉS + CONTRATS) PAR CABINET DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 2008.**

- Salaires versés : 784 789 \$
- Contrats : 0 \$

*Inclut le salaire des étudiants

LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE : 0

S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES *DIRECTIVES SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE ET DE CERTAINES FONCTIONS DE L'ÉTAT.*

Non pertinent à l'étude des crédits.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSEES EN 2008-2009 A MEME LE BUDGET DISCRETIONNAIRE :

a) du ministre;

b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- la circonscription électorale;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
A) du ministre	
Centre d'expérimentation des véhicules électriques du Québec	2 500,00 \$
Chambre de commerce de la Vallée de St-Sauveur	650,00 \$
Chevaliers de Colomb de St-Félix-de-Valois	250,00 \$
Club des handicapés de Val-d'Or inc.	500,00 \$
Club optimiste Montréal-Colombo	100,00 \$
Comptoir d'Entraide de Labelle	3 000,00 \$
Délégation sportive de l'Assemblée Nationale	200,00 \$
Exposition agricole régionale Rive-Nord	2 000,00 \$
Fabrique de la Paroisse de Saint-Sauveur	350,00 \$
Festi-homard Mirabel	600,00 \$
Festival d'été de Val-d'Or	1 000,00 \$
Festival Jeunesse Outaouais	500,00 \$
Festival Western de Malartic	500,00 \$
Fondation CHDL et CRHV (Rivière-Rouge)	500,00 \$
Fondation des Parlementaires québécois	500,00 \$
Régates de Valleyfield inc.	500,00 \$
St. Mungo's United Church	7 500,00 \$
Département des relations industrielles – Université Laval (Deuxièmes journées internationales d'étude sur le travail et les pratiques d'intervention)	16 000,00 \$
Vélo Tour 48° Nord	2 000,00 \$

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Wild 97 AAA	500,00 \$
Âmes Vagabondes	500,00 \$
Événement Danse Angle Mort	500,00 \$
Festival du crabe de Paspébiac	2 500,00 \$
Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue	500,00 \$
Raid Trans-Gaspésien	2 500,00 \$
Route du terroir La Motte	500,00 \$
Tourisme Baie-des-Chaleurs	5 000,00 \$
École Secondaire Sieur-de-Coulonge	1 000,00 \$
Cancer de l'ovaire Canada – Section Québec	1 000,00 \$
Coupe de la Paix Cycliste	5 000,00 \$
Fondation Hôpital Charles Lemoyne	500,00 \$
Fondation Madeli-Aide	2 500,00 \$
Initiative 1, 2 3 Go! Rivière-des-Prairies	500,00 \$
Équipe RDP	500,00 \$
Carrefour Bois-Chantants	2 500,00 \$
Club Holstein des Laurentides	226,00 \$
Club Richelieu Lachute	660,00 \$
Comité d'Action Politique Franco-Québécois	1 500,00 \$
Fondation Médicale des Laurentides et des Pays-d'En-Haut	200,00 \$
Mouvement Personne d'Abord de Lachute	644,00 \$
Club social SQ 174	190,00 \$
Samedivélo	700,00 \$
Équipe de Football Inuk	500,00 \$
Canton de Gore	1 000,00 \$
Acroski Laurentides	2 000,00 \$
Club Argenteausol	1 950,00 \$
Fabrique de la Paroisse Notre-Dame-des-Monts	500,00 \$
Leucan Laurentides	750,00 \$
Marathon de l'Emploi de Lanaudière	1 000,00 \$

BENEFICIAIRE	MONTANT
Municipalité de Lac-des-Seize-Îles	1 500,00 \$
Métis Pawatik Fapide-des-Joachims	1 000,00 \$
Ressources Familles Manicouagan	1 000,00 \$
Société d'agriculture d'Argenteuil	9 000,00 \$
École Bouchard	500,00 \$
Centre de formation professionnelle d'études professionnelles	150,00 \$
Conseil d'alphabétisation Laurentien inc.	2 000,00 \$
Ressources pour personne handicapées Abitibi-Témiscamingue Nord Québec	500,00 \$
Université de Montréal	10 000,00 \$
AFEAS de Sainte-Élizabeth	250,00 \$
Chambre de commerce et d'industrie d'Argenteuil	5 380,00 \$
Club Chasse et Pêche Argenteuil	200,00 \$
Fabrique de la paroisse de Saint-André Apôtre	340,00 \$
Lachute District Shriner Club	200,00 \$
Loisirs de Sainte-Justice-de-Newton	2 000,00 \$
École polyvalente Lavigne	400,00 \$
École secondaire régionale Laurentian	3 400,00 \$
Carrefour populaire de St-Michel inc.	1 000,00 \$
Coopérative forestière du Nord Ouest	500,00 \$
Société d'Agriculture d'Argenteuil	875,00 \$
TVC d'Argenteuil	1 500,00 \$
Université du Québec à Montréal	350,00 \$
Ville de Lachute	150,00 \$
Au Bas de l'échelle inc.	6 000,00 \$
Canton de Harrington	1 000,00 \$
Coopérative de solidarité les Produits de la Côte	1 000,00 \$
Municipalité régionale de comté d'Argenteuil	700,00 \$
Palais des arts Harricana	2 500,00 \$
Association régionale de loisirs pour personnes handicapées Laurentides	500,00 \$
Centre communautaire Campbell	8 000,00 \$

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Loisirs Laurentides	20 000,00 \$
Municipalité de Montcalm	500,00 \$
Département des relations industrielles – Université Laval (Journées internationales d'étude sur le travail et les pratiques d'intervention)	8 000,00 \$
Amis du Patrimoine du Long-Sault	3 800,00 \$
Association du Baseball Mineur de Blainville inc.	500,00 \$
Bibliothèque au Fil des Mots	3 000,00 \$
Espace Historique et Culturel Christ Church	1 000,00 \$
Maison populaire et maison du livre	200,00 \$
Mouvement Personne d'Abord de Lachute	200,00 \$
MRC des Laurentides	2 000,00 \$
Productions Coup d'Chœur	2 000,00 \$
Action Bénévole de la Rouge inc.	500,00 \$
Entraide St-Michel	400,00 \$
Fondation Centre Hospitalier des Laurentides	600,00 \$
Fondation Richard Marcotte	500,00 \$
Marchés de Noël Joliette Lanaudière inc.	500,00 \$
Polyvalente Montignac	500,00 \$
Syndicat des Agricultrices de Lanaudière	500,00 \$
Réseau Ado du Québec	1 000,00 \$
Association des employés retraités de la Ville de Montréal inc.	500,00 \$
Association hockey mineur Lachute	1 000,00 \$
Avoca Community Centre	1 000,00 \$
Bonjour Aujourd'hui et Après inc.	2 500,00 \$
Carrefour Jeunesse-Emploi de Montcalm	1 500,00 \$
Centre Amical de l'Âge d'Or de Ste-Anastasie de Lachute	500,00 \$
Club d'athlétisme de la Petite nation	400,00 \$
Club V.T.T. Argenteuil (1993) inc.	400,00 \$
Entreprise d'entraînement de l'Amiante	500,00 \$
Fabrique de la Paroisse de Saint-Jean l'Évangéliste	1 000,00 \$
Filion de l'Abitibi-Témiscamingue	500,00 \$

BENEFICIAIRE	MONTANT
Fondation de l'Hôpital d'Argenteuil	3 320,00 \$
Légion royale Canadienne, filiale 70	5 000,00 \$
Productions La Cour des Miracles inc.	3 000,00 \$
Regroupement des Gestionnaires et Copropriétaires du Québec	2 000,00 \$
Stratégies Focus 45 ans et Plus	1 000,00 \$
Table des Aînées et des Aînés de Lanaudière	225,00 \$
TVC d'Argenteuil	1 500,00 \$
École secondaire d'Oka	500,00 \$
Chambre de Commerce et d'Industrie de la MRC de Maskinongé	1 000,00 \$
Coop de Solidarité du Café Culturel de la Chasse-Galerie	1 000,00 \$
Municipalité de Sainte-Julienne	1 000,00 \$
Équipe Élite Senior de Ballon sur Glace de Frost	400,00 \$
Fonds C.D.M.	1 000,00 \$
Chambre de commerce et de tourisme de la Vallée de Saint-Sauveur	5 000,00 \$
La Cité de l'énergie inc.	500,00 \$
Académie d'arts martiaux de Ste-Thérèse	350,00 \$
Association pour la protection du lac St-Louis de Wentworth-Nord inc.	2 500,00 \$
Centre de santé et services sociaux d'Argenteuil - Bouts'choux	500,00 \$
Centre d'entraide d'Argenteuil	1 000,00 \$
Centre de Formation Professionnelle Performance Plus	500,00 \$
La Chorale folklorique la Joie de vivre	600,00 \$
Club Optimiste de Grenville et Agglomération inc.	750,00 \$
Le Rêve de Caillette	1 000,00 \$
Comité de Loisirs des Amis de Gore	500,00 \$
Comité des Bénévoles de la Bibliothèque de Morin-Heights	1 000,00 \$
La Fabrique de la Paroisse de Saint-Anastasie	310,00 \$
Fabrique St-Jean l'Évangéliste de Bégin	500,00 \$
Festi-neige Sainte-Agathe-des-Monts	5 000,00 \$
Finale régionale des Jeux du Québec	500,00 \$
Fondation du cancer du sein du Québec	300,00 \$

BENEFICIAIRE	MONTANT
Fondation École Saint-Julien	350,00 \$
Guignolée St-André	500,00 \$
Lachute Protestant Cemetery Corporation	1 000,00 \$
Les Lutins du Père Noël	750,00 \$
Office Municipal d'habitation de Lachute	500,00 \$
Porte Ouvertes sur l'Espoir (P.O.S.E.)	500,00 \$
École polyvalente Lavigne	1 000,00 \$
Carrefour Jeunesse-Emploi de Montcalm	2 000,00 \$
Fondation de l'ATEQ	2 000,00 \$
Association de la personne handicapée de la MRC d'Antoine-Labelle	500,00 \$
Soupe Populaire de la Vallée de St-Sauveur	150,00 \$
Les amis de l'étudiant Outaouais	1 000,00 \$
Association québécoise des Jeunes Parlementaires	275,00 \$
Comité des Orphelins Victimes d'Abus	1 000,00 \$
Conseil de la Culture des Laurentides	1 000,00 \$
Forum Jeunesse des Laurentides	500,00 \$
La Société Alzheimer des Laurentides	500,00 \$
Bois Belle-Rivière resto-bar-terrasse	5 000,00 \$
Centre d'Aide et d'Action Bénévole de Charlesbourg	1 000,00 \$
Les Régates de Valleyfield inc.	500,00 \$
Maski-Courons Brandon	1 000,00 \$
Terre des Jeunes de Ste-Julienne inc.	1 000,00 \$
Canards illimités Canada a/s du Comité Berthier-Repentigny Canard Illimités	650,00 \$
Fondation de l'Hôpital Général Juif Sir Mortmer B. Davis	1 000,00 \$
La Fondation de la Tolérance	500,00 \$
La Maison de la Famille des Pays-d'en-Haut	150,00 \$
Université Laval – Département des relations industrielles	2 000,00 \$
École du Joli-Bois	650,00 \$
Municipalité régionale de comté d'Argenteuil	2 000,00 \$
Club Optimiste de Saint-Michel	1 000,00 \$

BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Maison de la famille de St-François	1 000,00 \$
La Fondation des amis de Chavigny inc.	1 000,00 \$
Association du hockey mineur des Îles	1 000,00 \$
Scouts du district de Québec inc.	1 000,00 \$
Association de baseball mineur de Québec	1 000,00 \$
Habitations Sanscartier	1 000,00 \$
Jeune chambre de commerce de la Mauricie	1 000,00 \$
Camp « O » Carrefour	905,00 \$
Centre socio-culturel Manoir Leboutillier	1 000,00 \$
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
B) du ministère	
Département des relations industrielles de l'Université Laval (deuxièmes journées internationales d'étude sur le travail et les pratiques d'intervention)	10 000,00 \$
Au bas de l'échelle inc.	7 000,00 \$
Département des relations industrielles – Université Laval	1 500,00 \$
Colloque des Étudiants en Relations Industrielles de l'Université Laval	1 000,00 \$
Droit de Cité	5 000,00 \$

MINISTERE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DE DÉPENSES DÉCOULANT DES TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (PRÉCISER LE MONTANT REÇU) EN 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009; POUR CHACUN DES PROGRAMMES OU DES FONDS, DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION ET LES PRÉVISIONS POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2009-2010, 2010-2011 ET 2011-2012

S/O

MINISTERE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATEGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) EN INDICANT :

le poste initial;

le salaire;

le poste actuel, s'il y a lieu;

la date de la mise en disponibilité;

les prévisions 2009-2010 et 2010-2011.

**LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE
PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR
ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.**

MINISTERE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**15. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS
À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE EN 2008-2009**

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE
À L'ÉTUDE DES CRÉDITS**

MINISTERE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATEGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) REMUNERE PAR LE MINISTERE QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTERE :

- le nom de la personne;

- le poste occupe;

- le salaire;

- l'assignation initiale;

- la date de l'assignation hors structure;

- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

**Le Ministère n'a aucun membre de son personnel
répondant aux critères exposés dans la question.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES

- l'assignation initiale;

- l'assignation actuelle;

- le salaire;

- la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu

**Le Ministère n'a aucun membre de son personnel
répondant aux critères exposés dans la question.**

MINISTERE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. LISTE DU PERSONNEL PAR CATEGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS) QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS, EN INDIQUANT:

- le salaire de la personne ;
- le montant reçu du régime de retraite.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégories d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET ORGANISMES PUBLICS AINSI QUE LE CÔTÉ DE CHACUN :		
- les clubs privés ou autres; - les billets de saison; - etc.		
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT
Journaux :		
- Le Soleil	Abonnement	157 \$
- La Presse	Abonnement	167 \$
- Le Journal de Québec	Abonnement	162 \$
Vidéotron	Câble	410 \$
La Presse canadienne	Nouvelles sur commande	3 500 \$
CNW Telbec	Communiqués de presse	107 \$
Communication Demo	Revue de presse écrite	32 319 \$
Communication Demo	Revue de presse électronique	31 570 \$
Cedrom-SNI (Eureka)	Recherche articles de presse	6 142 \$
Achat de livres	Les lois du travail 2008-2009 Correspondance d'affaires angl.	189 \$
Magazine Grafika	Abonnement	49 \$
CCH Canadian ltée	Mise à jour des lois du travail canadiennes	1 610 \$
TOTAL		74 772 \$

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. POUR CHAQUE SITE INTERNET (INCLUANT CEUX DES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- le coût de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- le responsable du contenu sur le site;
- la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

WWW.TRAVAIL.GOUV.QC.CA

- **Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site**
Firme : Beaulieu Internet et multimédia.
- **Le coût de construction du site**
4 500 \$ incluant la migration du site.
- **Le coût de l'entretien et de la mise à jour**
L'entretien et les mises à jour sont assurés par le personnel en place de la Direction des communications du ministère.
- **Le responsable du contenu sur le site**
Denis Villemure (webmestre), Lucien Paquin (édimestre).
- **La fréquence moyenne de mise à jour**
Environ cinq fois par mois.
- **Le nombre de visiteurs (hits) par mois**
Environ 30 000 visiteurs par mois.
- **Combien de fois le site a-t-il été refait?**
Trois fois :
 - 1996 : premier site réalisé à l'interne.
 - 1998 : refonte complète.
 - 2005 : pour un rafraîchissement visuel de l'interface de même que pour l'image ministérielle ainsi qu'une bonne part des contenus.
- **Quel a été le coût?**
 - 1996 : implantation du premier site (réalisé à l'interne, pas de contrat).
 - 1998 : 4 500 \$ (numéro de contrat : T9819).
 - 2005 : 5 700 \$ (numéro de contrat : MTR0513).
- **Quels sont les critères qui ont justifié les changements?**
 - Vétusté de la facture graphique et de l'arborescence qui ne répond plus aux attentes de la clientèle. Conception d'une nouvelle image ministérielle pour l'ensemble de ses communications, dont le Web.
 - 1996 : implantation du premier site (réalisé à l'interne, pas de contrat).
 - 1998 : refonte complète, mise à jour de l'arborescence, des contenus, du visuel, etc.
 - 2005 : refonte partielle : créations visuelles (image du ministère, éléments graphiques thématiques) et révision d'une bonne partie des contenus.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} MAI 2008, DE MANDATAIRES, EMISSAIRES, NEGOCIATEURS, MEDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUETEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTEE :

la liste;

les mandats;

les contrats;

le resultat du travail effectue;

les echeances prevues;

les sommes impliquees.

Depuis le 1^{er} mai 2008, un enquêteur a été mandaté afin de traiter les plaintes relatives au non respect des dispositions du *Code du travail* concernant l'interdiction d'embauche de briseurs de grève, ou relatives à des infractions à diverses lois du travail. Le montant total alloué à ce contrat de services professionnels est de 20 000 \$.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. POUR 2008-2009, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS.

**Aucune tournée ministérielle ou sous-ministérielle
n'a eu lieu pour la période donnée.**

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2008-2009 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL (LOGICIELS OU ÉQUIPEMENTS), POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES

Coûts relatifs aux sites Internet et intranet du Ministère

- Montants déboursés en 2008-2009

Une lettre d'engagement au montant de 25 359\$ pour la réalisation d'une architecture technologique a été signée. Pour des raisons administratives, seul un montant de 553\$ a été déboursé en 2008-2009.

- Prévisions 2009-2010

Le ministère du Travail procède actuellement à des refontes complètes de ses sites Web Internet et intranet. Le mandat des études, avis, achat de matériel (logiciels ou équipements) ainsi que pour l'implantation de la solution technologique Web a été confié en partie au Centre de services partagés du Québec, avec qui le Ministère partage une entente de services en technologies de l'information. La réalisation du contrat est amorcée par le mandataire et l'échéance est prévue pour novembre 2009. Un stage de formation, au coût de 1 400 \$, doit être dispensé à deux employés du Ministère d'ici la fin de l'année 2009.

- Coût de la solution technologique

14 750 \$ assortis de frais récurrents de 3 000 \$.

- Coût de création du nouveau site Internet

25 000 \$ assortis de frais récurrents de 7 500 \$.

- Coût de la mise en place de la solution technologique intranet

22 644 \$ financés par le *Plan de gestion de l'infrastructure technologique* et 3 000 \$ à titre de frais récurrents.

- Coût de création du nouveau site intranet

15 000 \$ assortis de frais récurrents de 4 500 \$.

- Total du contrat/CSPQ : 54 750 \$ assortis de frais récurrents de 18 000 \$

- Total du stage de formation : 1 400 \$

Projets Corail : collection de documents en relations de travail

- Montants déboursés en 2008-2009

Équipements et logiciels : 0 \$

Services professionnels : 0 \$

Rémunération et dépenses indirectes : 1 231 \$

- Projections 2009-2010

Équipements et logiciels : 0 \$

Services professionnels : 0 \$

Échéance prévue : TERMINÉ

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME POUR 2008-2009 :

- le nombre de refus;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

**CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE
DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. LA LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES :

- le coût;
- le nombre de ressources affectées;
- le nombre de rencontres;
- le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION
EST INCLUSE À LA QUESTION 10.

AUCUN ADJOINT PARLEMENTAIRE.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2008 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE
PAR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2009-2010

**Demandes de renseignements particuliers
requis par l'Opposition officielle**



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

Demande de renseignements particuliers de l'Opposition officielle

#	Demande de renseignements particuliers
MINISTÈRE DU TRAVAIL	
1.	Liste des comités interministériels ou avec tout autre partenaire. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.
2.	État d'avancement des travaux faisant suite au Rapport d'évaluation du bureau d'évaluation médicale et du document d'actualisation de ce rapport effectué par la Commission de l'économie et du travail.
3.	État d'avancement des travaux faisant suite au Rapport sur les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel.
4.	Copie de toute l'information fournie au ministre en vertu de l'article 428 de la Loi sur les accidents de travail et les maladies professionnelles, et ce, depuis l'entrée en vigueur de l'article.
80.	Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1 ^{er} janvier 2003 jusqu'à ce jour. ventilation par région et renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">a. nom et adresse de l'entreprise;b. date de l'avis et/ou de la fermeture;c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;d. nombre total d'employés de l'entreprise;e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;f. motifs du licenciement.
BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE	
45.	Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des trois dernières années et depuis le début de 2009.
46.	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.
47.	Nombre d'avis demandés par la CSST et le nombre d'avis demandés par les employeurs en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.
48.	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la LATMP en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par spécialité.
49.	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.
50.	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM en 2008-2009.
51.	Répartition des effectifs selon la spécialité et heures travaillées en 2008-2009.
52.	Nombre d'avis demandés par la CSST même s'il n'y a pas contestation.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2008-2009, DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES AVEC D'AUTRES MINISTÈRES, ORGANISMES, AGENCES OU PARTENAIRES. POUR CHAQUE COMITÉ, PRÉCISER LE MANDAT, LES MEMBRES, LE BUDGET ET LES RÉSULTATS.

Les comités interministériels dont fait par le Ministère au cours de l'exercice 2008-2009 sont :

- Comité interministériel sur la retraite progressive
- Organisation de la sécurité civile du Québec
- Comité interministériel sur la révision des critères de détermination du salaire minimum
- Comité interministériel sur le développement durable
- Comité interministériel sur la mobilité de la main-d'œuvre
- Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Sous-comité sur le Fonds d'aide à la mobilité de la main-d'œuvre
- Comité interministériel sur le suivi de la situation des travailleurs forestiers
- Comité interministériel Porte continentale et Corridor de commerce Ontario-Québec
- Comité interministériel de la recherche et de l'innovation
- Table sectorielle de la mobilité de la main-d'œuvre dans le cadre de l'Accord sur le commerce élargi entre le Québec et l'Ontario
- Comité de mise en œuvre du chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI)
- Comité interministériel de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Groupe de travail interministériel sur l'homophobie
- Réseau jeunesse gouvernemental
- Comité interministériel portant sur l'impact social des maladies chroniques et épisodiques
- Réseau des responsables ministériels en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
- Réseau des répondants ministériels pour l'application de l'article 54 de la Loi sur la santé publique
- Comité interministériel permanent sur l'adaptation des politiques et des programmes au vieillissement de la population
- Comité interministériel sur la Banque de données sur les statistiques officielles du Québec (BSDO)

- Comité interministériel sur la francophonie
- Comité interministériel concernant la Convention relative aux droits des personnes handicapées
- Comité interministériel permanent sur la protection des travailleurs étrangers temporaires peu spécialisés
- Comité interministériel sur les affaires de l'Organisation internationale du travail
- Comité de négociation des ententes de sécurité sociale

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX FAISANT SUITE AU RAPPORT D'EVALUATION DU BUREAU D'EVALUATION MEDICALE ET DU DOCUMENT D'ACTUALISATION DE CE RAPPORT EFFECTUE PAR LA COMMISSION D'ECONOMIE ET DU TRAVAIL

Moyens privilégiés pour améliorer la qualité des avis médicaux

Mise en place d'un Programme de gestion de la qualité :

- Recrutement ciblé de nouveaux membres;
- Entrevue de sélection de nouveaux membres;
- Formation initiale des nouveaux membres;
- Formation continue de tous les membres;
- Révision de plus de 600 avis médicaux par année et évaluation de la qualité des avis en utilisant une grille d'analyse de la qualité des avis et suggestions de correction par le comité de lecture avant l'envoi à la CSST et aux parties;
- Rencontres individualisées des membres et formation adaptée pour améliorer la qualité des avis;
- Organisation de deux (2) colloques portant sur les problématiques reliées à l'expertise médicale;

Moyens privilégiés pour améliorer les services à la clientèle

Régionalisation de nos services :

- Le BEM offre dorénavant des services dans certaines spécialités médicales dans les régions suivantes : Ville de Saguenay, Trois-Rivières, Gatineau, Granby et Sherbrooke.
- Plan de communication décrivant le mandat et le rôle du BEM.
- Sondage de satisfaction de l'entrevue avec le médecin.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. État d'avancement des travaux faisant suite au Rapport sur les besoins de protection sociale des personnes en situation de travail non traditionnel.

Le rapport Bernier compte 53 recommandations qui, presque toutes, nécessitent une intervention législative.

Lors de l'adoption de la *Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives* (L.Q. 2002, c. 80, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2003), 9 de ces recommandations ont été réalisées en totalité ou en partie.

À l'automne 2005, le ministère du Travail a mis en place un groupe de travail réunissant l'Association nationale des entreprises en recrutement et placement de personnel (ANERPP), le Conseil du patronat du Québec (CPQ), Au bas de l'échelle (ABE), la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et des représentants du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine et du ministère du Travail.

Au cours de l'année 2006, le groupe de travail s'est réuni à diverses occasions. Cependant, il faut constater que les associations présentes à ce comité avaient des positions diamétralement opposées, rendant difficile l'atteinte d'un consensus. Dans un tel contexte, au printemps 2007, le ministère du Travail faisait le constat qu'aucune piste de solution ne découlait des positions exprimées par les parties puisque le consensus était impossible à atteindre.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. COPIE DE TOUTE L'INFORMATION FOURNIE AU MINISTRE EN VERTU DE L'ARTICLE 428 DE LA LOI SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES, ET CE, DEPUIS L'ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ARTICLE

En vertu de l'article 428 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, la Commission des lésions professionnelles transmet cette information au Ministre. Par conséquent, la réponse à cette question se retrouve au cahier dudit organisme.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

80. LISTE DES AVIS DE LICENCIEMENTS COLLECTIFS RECUS AU MINISTÈRE DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2003 JUSQU'À CE JOUR. VENTILATION PAR RÉGION ET RENSEIGNEMENTS SUIVANTS :

- a. nom et adresse de l'entreprise;**
- b. date de l'avis et/ou de la fermeture;**
- c. type ou secteur d'activité de l'entreprise;**
- d. nombre total d'employés de l'entreprise;**
- e. nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;**
- f. motifs du licenciement.**

Le Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) répondra à cette question puisqu'elle relève de sa responsabilité.

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

45. NOMBRE DE DOSSIERS AU BEM ET ÉVOLUTION DES DÉLAIS D'ATTENTE AU COURS DES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET DEPUIS LE DÉBUT DE 2009

Nombre de dossiers au BEM 2008-2009

Année	Total
*2009	2 357
2008	10 771

*Pour l'année 2009, soit du 1^{er} janvier au 27 mars inclusivement

DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYENS

Année	Délai de convocation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
*2009	26,6	12,3	39,0
2008	22,9	11,2	34,1

*Pour l'année 2009, soit du 1^{er} janvier au 27 mars inclusivement.

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

46. NOMBRE D'AVIS CONFIRMANT OU INFIRMANT L'OPINION DU MÉDECIN TRAITANT EN 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009

Le Bureau d'évaluation médicale ne dispose pas de données concernant le nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant en 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009.

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

47. NOMBRE D'AVIS DEMANDÉS PAR LA CSST ET LE NOMBRE D'AVIS DEMANDÉS PAR LES EMPLOYEURS EN 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009

Répartition des demandes d'avis au BEM selon l'origine de la demande

Provenance de la demande :				
Année	CSST	Employeur	CSST et employeur	Total
*2009	659	1 698	Nil	2 357
2008	2 911	7 855	5	10 771
2007	3 264	8 355	6	11 627

* 2009 : Données du 1^{er} janvier 2009 au 27 mars 2009 inclusivement.

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

48. LISTE DES MÉDECINS DU BEM APPROUVÉE SELON L'ARTICLE 216 DE LA LATMP EN 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, VENTILATION PAR SPÉCIALITÉ POUR CHACUNE DES ANNÉES, HONORAIRES VERSES PAR SPÉCIALITÉ

Bureau d'évaluation médicale
Répartition des membres selon la spécialité médicale
Période du 2008-01-01 au 2008-12-31

Spécialité	Membre
Chirurgie buccale	Blondeau, François
Chirurgie cardio-vasculaire et thoracique	Douville, Yvan
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Lambert, Jacques
Chirurgie orthopédique	Angers, Yves
	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bouchard, Henri-Louis
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Dalcourt, Jean-Pierre
	Daoud, Hany
	Desjardins, André L.
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Farmer, Carl
	Fournier, Karl
	Gagnon, Serge
	Gagnon, Sylvain
	Greenfield, Garry
	Grenier, Réjean
	Hébert, Pierre-Paul
	Jacques, Ulrick
	Jodoin, Alain
	Knight, Richard Stuart
	Labelle, Hubert
	Lacoursière, Jean-P.
	Laflamme, Denis
	Laflamme, Georges H.
	Landry, René
	Leclerc, Georges-E.
	Lemire, Luc
	Lirette, Richard
	Mac, Thien Vu
	Masri, Khalil
	Maurais, Gilles

	Michaud, Marc Ross
	Morazain, Louis
	Morin, Benoit
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Pilon, Luc
	Turcotte, Robert
	Wiltshire, David G.
Chirurgie plastique	Bérubé, Réjean
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentiste	LaBelle, Hubert R.
Dermatologie	Moreau, Linda
Gastro-entérologie	Tremblay, René M.
Médecine interne	Tremblay, René M.
Neurochirurgie	Bouvier, Guy
	Demers, Jacques
	McLelland, Hans
	Molina-Negro, Pedro *
	Séguin, Mario
Neurologie	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Filiatrault, Robert
	Verret, Louis
Omnipraticien (Généraliste)	Tremblay, Jean
Ophtalmologie	Mathieu, Anne-Marie
	Mathieu-Millaire, Francine
Oto-Rhino-Laryngologie	Abboud, Samir
	Mac, Thien Vu
Physiatrie	D'Anjou, Jean-Maurice
	Duranceau, Jacques-A.
	Lacoste, Pierre
	Leclaire, Richard
	Raymond, Denis
Pneumologie	Cartier, André
	Desmeules, Marc
Psychiatrie	Benoit, Suzanne
	Fortin, Hélène
	Gaudet, Lyne
	Laliberté, Richard
Urologie	Perreault, Jean-Paul
* Molina-Negro, Pedro a démissionné du BEM sept-oct. 2008 et a débuté par la suite à la CLP.	

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

48. LISTE DES MÉDECINS DU BEM APPROUVÉE SELON L'ARTICLE 216 DE LA LATMP EN 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009, VENTILATION PAR SPÉCIALITÉ POUR CHACUNE DES ANNÉES, HONORAIRES VERSÉS PAR SPÉCIALITÉ

Montant des honoraires versés par évaluation pour l'examen du travailleur (se).

Année	Spécialité (s)	Montant
2008 - 2009	Psychiatrie	675,00 \$
2008 - 2009	Autres spécialités	420,00 \$

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

49. NOMBRE DE PATIENTS TRAITÉS PAR MÉDECIN AYANT PARTICIPÉ AU BEM EN 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009

Bureau d'évaluation médicale		
Répartition du nombre d'avis par membre		
Période du 2008-01-01 au 2008-12-31		
Membre	Bureau	Nombre d'avis
Blondeau, François	Québec	4
Douville, Yvan	Québec	3
Carrier, Jude	Québec	5
Lambert, Jacques	Montréal	19
Angers, Yves	Québec	2
Arsenault, Sarto	Québec	99
Beaumont, Pierre	Montréal	137
Bouchard, Henri-Louis	Québec	103
Bouchard, Henri-Louis	Montréal	98
Cloutier, Réjean	Québec	62
Corriveau, Mario	Montréal	103
Dalcourt, Jean-Pierre	Québec	235
Daoud, Hany	Montréal	409
Desjardins, André L.	Montréal	12
Desloges, Danielle	Montréal	285
Duchesne, Robert	Montréal	137
Dufour, Marcel	Québec	191
Fallaha, Michel	Montréal	107
Farmer, Carl	Montréal	19
Fournier, Karl	Montréal	419
Gagnon, Serge	Québec	122
Gagnon, Sylvain	Montréal	27
Greenfield, Garry	Montréal	157
Grenier, Réjean	Québec	357
Hébert, Pierre-Paul	Montréal	379
Jacques, Ulrick	Montréal	82
Jodoin, Alain	Montréal	292
Knight, Richard Stuart	Montréal	211
Labelle, Hubert	Montréal	132
Lacoursière, Jean-P.	Québec	324
Lacoursière, Jean-P	Montréal	44
Laflamme, Denis	Québec	271

Laflamme Denis	Montréal	73
Laflamme, Georges H.	Montréal	354
Landry, René	Québec	169
Membre	Bureau	Nombre d'avis
Leclerc, Georges-E.	Montréal	43
Lemire, Luc	Québec	110
Lirette, Richard	Québec	170
Masri, Khalil	Montréal	211
Maurais, Gilles	Montréal	413
Michaud, Marc Ross	Québec	219
Morazain, Louis	Montréal	255
Morin, Benoît	Montréal	94
Morin, François	Québec	93
Nault, Théodore	Québec	7
Nault, Théodore	Montréal	44
Ortaaslan, Sevan Grégory	Montréal	227
Paradis, Gaston R.	Québec	69
Pilon, Luc	Montréal	61
Turcotte, Robert	Montréal	5
Wiltshire, David G.	Montréal	403
Bérubé, Réjean	Montréal	58
Léveillé, André	Québec	188
Léveillé, André	Montréal	154
Pelletier, Johanne	Montréal	83
LaBelle, Hubert R.	Montréal	4
Moreau, Linda	Montréal	10
Tremblay, René M.	Québec	6
Bouvier, Guy	Québec	82
Bouvier, Guy	Montréal	20
Demers, Jacques	Montréal	139
McLelland, Hans	Québec	27
Molina-Negro, Pedro	Québec	15
Molina-Negro, Pedro	Montréal	286
Séguin, Mario	Québec	41
Bourgeau, Pierre	Québec	40
Bourgeau, Pierre	Montréal	169
Copti, Michel C.	Montréal	23
Filiatrault, Robert	Montréal	10
Verret, Louis	Québec	27
Tremblay, Jean	Québec	33
Mathieu, Anne-Marie	Québec	2
Mathieu-Millaire, Francine	Montréal	11
Abboud, Samir	Montréal	42
Mac, Thien Vu	Montréal	243

Membre	Bureau	Nombre d'avis
D'Anjou, Jean-Maurice	Québec	126
Duranceau, Jacques-A.	Québec	40
Duranceau, Jacques-A	Montréal	345
Lacoste, Pierre	Montréal	156
Leclaire, Richard	Montréal	152
Raymond, Denis	Montréal	125
Cartier, André	Montréal	3
Desmeules, Marc	Québec	2
Benoit, Suzanne	Montréal	86
Fortin, Hélène	Québec	27
Fortin, Hélène	Montréal	82
Gaudet, Lyne	Québec	10
Laliberté, Richard	Québec	37
Perreault, Jean-Paul	Montréal	5
TOTAL :		10 771

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

50. VENTILATION DES COÛTS DE FONCTIONNEMENT DU BEM EN 2008-2009

Les coûts de fonctionnement du BEM pour l'année civile 2008 :	2 278 417 \$
Rémunération totale :	1 016 583 \$
Fonctionnement - autres dépenses :	1 261 834 \$

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****51. RÉPARTITION DES EFFECTIFS SELON LA SPÉCIALITÉ ET HEURES TRAVAILLÉES EN 2008-2009**

Bureau d'évaluation médicale
Répartition des avis produits par spécialité
Période du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008

Spécialité	Nombre d'avis Montréal	Nombre d'avis Québec	Nombre d'avis Total
Chirurgie buccale		4	4
Chirurgie cardio-vasculaire et thoracique		3	3
Chirurgie générale	19	5	24
Chirurgie orthopédique	5 476	2 598	8 074
Chirurgie plastique	295	188	483
Dentiste	4		4
Dermatologie	10		10
Gastro-entérologie		5	5
Médecine interne		1	1
Neurochirurgie	445	165	610
Neurologie	202	67	269
Omnipraticien (Généraliste)		33	33
Ophtalmologie	11	2	13
Oto-rhino-laryngologie	42		42
Physiatrie	778	166	944
Pneumologie	3	2	5
Psychiatrie	168	74	242
Urologie	5		5
Total	7 458	3 313	10 771

Nous ne possédons aucune donnée sur le nombre d'heures travaillées par les membres du BEM en 2008.

BUREAU D'ÉVALUATION MÉDICALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

52. NOMBRE D'AVIS DEMANDÉS PAR LA CSST MÊME S'IL N'Y A PAS CONTESTATION

Nombre d'avis demandés par la CSST même s'il n'y a pas contestation de l'avis médical du médecin traitant.

Année	Nombre	%
2008	979 / 10 771	9 %